

## A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 1998

**C**ette première partie du rapport offre une vue d'ensemble de l'économie et permet une appréciation de la performance de celle-ci à travers une analyse des principaux pôles d'intérêt, notamment le secteur réel, la monnaie et le financement de l'économie, les finances publiques et la balance des paiements.

*Ce tour d'horizon met en exergue les divers facteurs qui ont joué un rôle fondamental dans la réalisation des résultats présentés. À cet égard, il convient de souligner l'effet négatif exercé sur la bonne marche des affaires par la persistance de la crise politique, laquelle n'a pas aidé à l'apaisement des incertitudes et préoccupations des opérateurs économiques. Ainsi, les activités de production ont continué à faire montre d'une faiblesse significative.*

*Les industries de sous-traitance ont tout de même affiché un certain dynamisme à travers la hausse substantielle de leurs exportations. Mais cela n'a pas pu empêcher un solde déficitaire du compte courant de la balance des paiements. Toutefois, la politique monétaire prudente jointe au contrôle exercé sur la capacité d'expansion des dépenses de l'État ont favorisé la poursuite du mouvement de décélération de l'inflation ainsi qu'une stabilité relative du taux de change.*



## I. LE CADRE DE PRODUCTION

### I.1 Introduction

L'économie haïtienne a crû de 3,1% en termes réels en 1998<sup>1</sup>. Cette performance est d'autant plus remarquable que le climat d'incertitudes politiques n'a guère été favorable aux investissements privés nationaux et étrangers. En effet, depuis la démission de M. Rosny Smart en juin 1997, le pays a évolué sans chef de gouvernement, les tentatives de nomination d'un Premier ministre n'ayant pas abouti. Il en a résulté une nette diminution des décaissements au titre de l'aide externe.

Nonobstant cette situation conjoncturelle difficile, et dans l'optique qu'une résolution prochaine de la crise politique pourrait conduire à un deuxième accord annuel de la FASR (Facilité d'Ajustement Structurel Renforcée) entre le gouvernement haïtien et le Fonds Monétaire International (FMI), un programme financier-relais a été mis en place en avril 1998. Ce programme visait à poursuivre les efforts de stabilisation macroéconomique, à faire avancer les réformes structurelles, et à faciliter l'octroi des assistances financières externes non contingentes à la présence d'un gouvernement en place.

L'augmentation du PIB en volume a reposé sur la progression des activités du secteur secondaire qui a connu une expansion de 6,2% en rythme annuel et sur des performances positives modérées des secteurs primaire et tertiaire, lesquels ont évolué avec des taux de croissance respectifs de 2,2% et 2%.

Dans le secteur secondaire, la branche "bâtiments et travaux publics" a continué à faire montre d'un dynamisme appréciable. Toutefois, le ralentissement observé depuis 1996 s'est poursuivi, le rythme de progression annuelle s'établissant à 9,3% pour l'exercice contre 10,1% en 1997, 17,2% en 1996 et 31,4% en 1995. Le redressement des activités de sous-traitance amorcé à partir de 1996 s'est poursuivi et a été à la base de la hausse des exportations totales.

La progression en volume de la demande globale a été de 7,9% à la faveur principalement de l'accroissement des exportations de 45,7% et, dans une moindre mesure, de celui de la demande intérieure (11,8%). La croissance enregistrée en termes réels au niveau des exportations est de quatre fois supérieure à celle de l'exercice précédent. Ce résultat est dû essentiellement à l'augmentation de la production dans l'industrie de sous-traitance en réponse à la poussée de la demande globale aux États-Unis d'Amérique, principal partenaire commercial d'Haïti dont l'économie a connu une expansion de 3,85% durant l'exercice. Les composantes de la demande intérieure, nommément la formation de capital brut et la consommation finale, ont connu des hausses respectives de 7,4% et 4,4%. La croissance de l'investissement est imputable à l'augmentation des dépenses d'investissement du gouvernement notamment en matière de réfection de réseaux routiers et de systèmes d'irrigation, de réaménagement de bâtiments publics et d'acquisition de machineries et d'équipements. Il convient également de signaler l'apport financier du secteur privé dans un certain nombre de projets d'investissement dans le domaine bancaire et dans la modernisation des entreprises publiques (la Minoterie et le Ciment d'Haïti, par exemple).

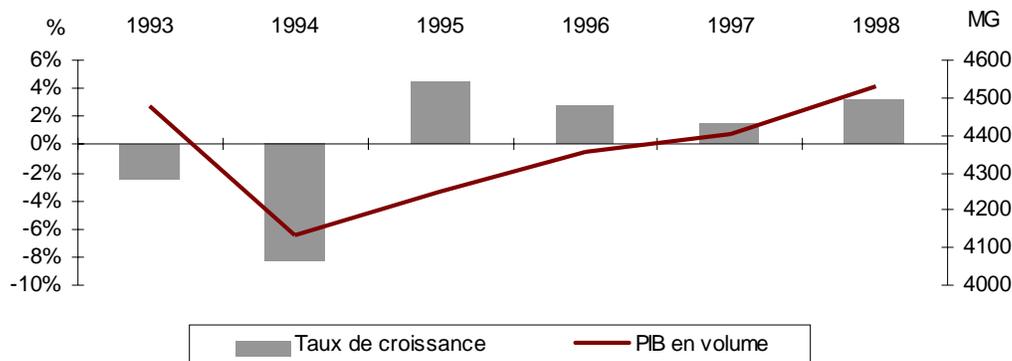
En définitive, la production intérieure aura été insuffisante. L'équilibre entre l'offre globale et la demande globale s'est effectué par le biais d'une forte hausse de 25,1% des importations.

Le contexte macroéconomique dans lequel a évolué la politique gouvernementale s'est nettement amélioré en dépit des blocages imposés par la conjoncture politique. Les politiques budgétaire et monétaire ayant été dans l'ensemble complémentaires et prudentes, il s'en est suivi une stabilité relative de la gourde par rapport au dollar américain et une nette régression de l'inflation. Celle-ci est passée en moyenne annuelle de 16,2% en 1997 à 12,7% en 1998 et en fin de période a atteint 8,3% en glissement annuel.

<sup>1</sup> 1998 réfère à l'exercice fiscal s'étendant du 1<sup>er</sup> octobre 1997 au 30 septembre 1998.

La progression relativement bonne du PIB réel observée en 1998 aura donc été favorisée par l'assainissement de l'environnement macroéconomique. Elle est la conséquence de l'effet d'entraînement induit par la performance remarquable des exportations.

**Graphique 1 Évolution du PIB réel**  
 (taux de croissance et volume)



## 1.2 Valeur ajoutée par secteur d'activité

### Agriculture

La production agricole, qui représente en part relative plus de 23% du PIB réel, a augmenté de 2,2% en termes réels. Cette augmentation constitue un léger revirement de tendance par rapport à la contraction enregistrée durant la décennie. Cette reprise de la production agricole peut être liée à des conditions pluviométriques plus clémentes et à la réalisation de plusieurs projets d'investissements agricoles par le gouvernement haïtien, notamment dans un contexte de poursuite de la Réforme agraire.

Toutefois, le redressement de la production agricole pourrait être provisoire vu les nombreuses faiblesses structurelles de ce secteur (carence des infrastructures d'irrigation, insuffisance du crédit agricole, insécurité du système foncier, etc.). La tendance du système bancaire à ne financer que faiblement l'agriculture s'est accentuée. Selon les données disponibles, seulement 0,4% du crédit bancaire relatif aux prêts supérieurs à 75 000 gourdes a été alloué au monde agricole contre 0,6% pour l'exercice précédent; le commerce et les industries manufacturières ont été une fois de plus nettement privilégiés (respectivement 45,6% et 20,7% en 1998).

Le passage du cyclone Georges dans la nuit du 22 au 23 septembre 1998 n'a pas contribué à rendre plus rassurantes les perspectives de l'agriculture haïtienne. Il a occasionné des dégâts considérables en termes tant d'infrastructures et de récoltes détruites que de perte en vies humaines.<sup>2</sup>

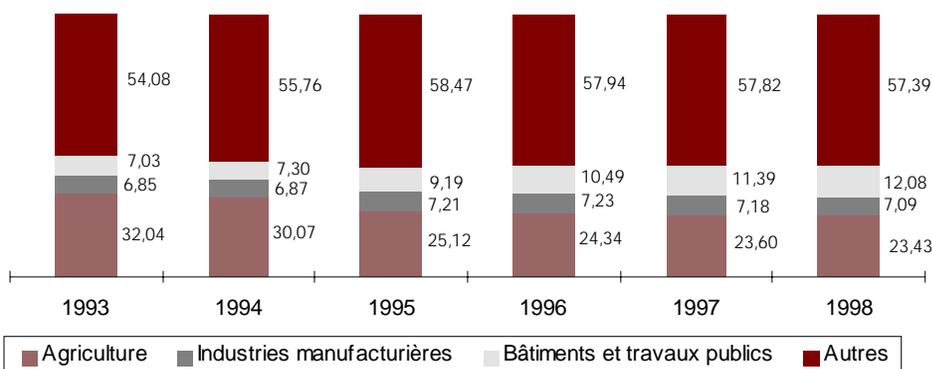
### Autres branches du secteur primaire

Les activités liées à la branche "sylviculture, élevage et pêche" ont affiché une légère croissance de 1,5% en 1998 après avoir stagné durant les deux derniers exercices.

Les industries extractives, les carrières de sable en particulier, qui constituent un intrant de base pour les activités de construction, ont connu une certaine perte de vitalité avec un ralentissement de leur rythme de croissance (6,7% en 1998 contre 9,9% en 1997). Cette réduction de performance n'est pas étonnante vu le dynamisme de moins en moins important dont fait montre la branche "bâtiments et travaux publics" depuis 1995.

<sup>2</sup> Les dégâts causés par le cyclone Georges ont été évalués à plus de 171 millions de dollars ÉU pour les pertes en production agricole et de 6 millions de dollars ÉU pour les pertes en divers cheptels (Source: Évaluation préliminaire des dégâts causés par le cyclone Georges, projet financé par l'USAID, octobre 1998).

**Graphique 2 Valeur ajoutée des secteurs d'activité**



### Industries manufacturières

Les industries manufacturières, qui totalisent 20% du PIB, ont toutes affiché des performances positives en 1998, ce qui a valu à l'ensemble une croissance globale de 1,8%. Prise séparément, cependant, l'évolution de chacune des différentes branches des industries manufacturières a été très contrastée. Il convient d'abord de signaler un regain de dynamisme des industries du tabac et des produits chimiques qui ont connu un net renversement de la tendance de leur rythme de progression annuelle. Leurs taux de croissance entre 1997 et 1998 sont passés de -5,5% à 0,8% pour les industries du tabac, et de -7,6% à 1,5% pour les produits chimiques.

La branche des produits minéraux non métalliques (blocs, mosaïques, autres ouvrages en béton, etc.) a connu une expansion moins marquée de sa production, laquelle est passée de 13,2% à 4,1%. Une situation similaire a été observée au niveau de l'industrie de la transformation de métaux qui a crû à un rythme moins accentué (3,1% en 1998 contre 6,7% en 1997). L'évolution de ces deux industries n'est pas indépendante de la perte de vitalité constatée depuis ces trois dernières années au niveau des activités de construction.

L'industrie textile a maintenu un rythme de croissance de 2,7% égal à celui de l'exercice précédent, témoignant ainsi d'une relance soutenue des activités au niveau de ce secteur.

### Autres branches du secteur secondaire

La branche "bâtiments et travaux publics" a crû à un rythme appréciable (9,3%) quoique moins prononcé que pour les exercices antérieurs. Cette progression s'explique en grande partie par le foisonnement des constructions résidentielles et par les travaux de réfection de tronçons routiers entrepris par le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications. La contribution des activités de construction dans la valeur ajoutée des industries manufacturières a continué à gagner en importance, passant de 53,2% en 1995 à 60,2% en 1998.

Les activités liées à la production et à la distribution d'eau et d'électricité ont augmenté en valeur ajoutée de 0,8% en 1998 contre -1,9% en 1997. Cette évolution favorable traduit des conditions pluviométriques plus clémentes comparativement à l'exercice précédent. Il en a résulté une amélioration de 16,2% de la production hydroélectrique de l'EDH<sup>3</sup> ainsi qu'une augmentation de la production d'eau par la CAMEP<sup>4</sup> de 6%.

<sup>3</sup> Électricité d'Haïti: entreprise d'État de production et de distribution de l'électricité.

<sup>4</sup> Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable: entreprise d'État de distribution d'eau dans la zone métropolitaine.

## Les services

L'activité économique dans le secteur tertiaire s'est accru de 2%. Ce résultat est attribuable à l'accroissement positif des services marchands et non marchands qui ont augmenté respectivement de 2,6% et de 1,1%. Au niveau des services marchands, les activités commerciales ont connu une hausse de 3,1%. Elles ont été suivies par les affaires immobilières qui ont eu une progression moins prononcée (2,4%) et par les activités liées au transport et à la communication (1,2%).

Il a été constaté un certain ralentissement des activités financières qui sont passées en croissance annuelle de 3,8% en 1997 à 0,9%. Le même phénomène a été constaté mais de façon plus marquée dans l'industrie de la restauration et de l'hôtellerie qui, après avoir connu une hausse de 2,5% en 1997, a stagné en 1998, et ce, malgré les efforts du gouvernement pour relancer les activités touristiques.

Les compagnies pétrolières ont poursuivi leurs investissements dans l'expansion et l'amélioration de leurs réseaux de distribution. Ces activités, financées essentiellement par le crédit bancaire, sont à la base du gonflement de la part relative du commerce dans les prêts sectoriels accordés par le système bancaire.

### 1.3 Prix et salaires

L'inflation a connu un net ralentissement durant l'exercice fiscal, la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC) évoluant en moyenne de 16,2% en 1997 à 12,7% en 1998. En glissement annuel, le ralentissement de l'inflation a été encore plus accentué puisqu'elle est passée de 16,7% en septembre 1997 à 8,3% en septembre 1998. La décélération de l'inflation s'est accentuée au fil des mois, notamment entre décembre 1997 et février 1998 et entre mai et août 1998 où l'inflation mensuelle est passée de 1,47% à 0,21% et de 0,76% à 0,21%, respectivement.

Analysé en termes des variations des composantes de l'IPC, le fléchissement de l'inflation durant l'exercice reflète principalement le ralentissement du rythme de progression mensuelle de l'indice "alimentation, boissons et tabac" entre octobre 1997 (1,18%) et juin 1998 (0,09%) puis sa nette régression en août (-1,93%) et septembre 1998 (-0,81%). Il convient de rappeler que le poste "alimentation, boissons et tabac" bénéficie de la pondération la plus importante (49%) dans le panier de biens et services servant de base au calcul de l'IPC.

Le salaire minimum nominal n'a pas changé depuis juin 1995, date à laquelle il avait été fixé à 36 gourdes par jour. Il s'est érodé en termes réels de 11,3% par rapport à l'année précédente et ne représente plus que de 63,4% de son pouvoir d'achat de 1995.

### 1.4 Situation de l'emploi

Les statistiques concernant l'emploi dans les divers domaines d'activité de l'économie demeurent encore parmi les plus difficiles à obtenir. Il n'existe pas de mécanisme centralisé pour la cueillette et le traitement des données. Ces dernières, lorsqu'elles sont disponibles, ne décrivent que très partiellement la situation de l'emploi dans les secteurs couverts.

Toutefois, les statistiques du Ministère du Commerce et de l'Industrie indiquaient une augmentation de 31% de l'emploi dans les entreprises de sous-traitance pour l'exercice 1997. Aucun changement significatif n'a été enregistré en 1998, en dépit du notable accroissement de la production dans le secteur. Cela suggère une nette amélioration de la productivité au sein d'entreprises obligées de fonctionner avec efficacité, devant faire face à la dure réalité d'une compétition régionale sans merci. À part cette tendance générale, aucune information n'est disponible sur les caractéristiques essentielles du marché de l'emploi (nombre de demandeurs d'emplois par rapport à la population active, croissance du nombre d'emplois dans les divers domaines de l'activité économique, etc.)

## II. LA MONNAIE ET LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

La conduite de la politique monétaire a été dominée par le souci de maintenir un contrôle efficace des pressions inflationnistes, ce qui a nécessité un resserrement des conditions monétaires, notamment entre janvier et juin 1998. Les autorités monétaires ayant choisi de faire un usage mesuré de l'instrument de réserves obligatoires<sup>5</sup>, les liquidités du système bancaire ont été contrôlées surtout par l'instrument indirect que sont les bons BRH.

L'évolution modérée du déficit de l'Administration centrale et la diminution des engagements du secteur public envers la Banque Centrale<sup>6</sup>, en dépit de la réduction du flux de l'aide externe, ont grandement facilité la mise en oeuvre de la politique monétaire restrictive. En conséquence, le taux d'inflation aussi bien en moyenne annuelle qu'en glissement annuel a connu un ralentissement appréciable et le taux de change est resté relativement stable tout au long de l'exercice.

### II.1 La politique monétaire en 1998

La BRH a relevé à deux reprises (les 12 janvier et 9 février 1998) les taux d'intérêts sur les bons BRH par l'établissement de prix planchers élevés lors des séances d'adjudication de ces titres. Parallèlement, la banque a utilisé comme mesure d'appoint les ventes de devises toutes les fois que les liquidités libres du système menaçaient d'alimenter l'inflation. C'est ainsi que 8 millions de dollars ÉU, un montant correspondant à 81% du total des interventions de la Banque Centrale pour l'année fiscale, ont été vendus sur le marché des changes entre octobre 1997 et janvier 1998, dont 6 millions pour le seul mois de janvier.

**Tableau 1 Les interventions de la BRH sur le marché des changes**

Date	Montant \$ EU	Montant Gdes	Taux moyen
<b>Vente de devises</b>			
20 nov. 97	2 000 000,00	34 070 875,00	17,0354
<b>Total du mois</b>	<b>2 000 000,00</b>	<b>34 070 875,00</b>	<b>17,0354</b>
6 janv.98	2 000 000,00	35 027 675,00	17,5138
8 janv. 98	2 000 000,00	34 920 775,00	17,4604
15 janv. 98	2 000 000,00	34 725 550,00	17,3628
<b>Total du mois</b>	<b>6 000 000,00</b>	<b>104 674 000,00</b>	<b>17,4457</b>
septembre 98	1 900 000,00	32 563 720,00	17,1388
<b>Total ventes</b>	<b>9 900 000,00</b>	<b>170 339 400,00</b>	<b>17,2060</b>
<b>Achat de devises</b>			
août 98	4 177 355,31	69 471 507,48	16,6305
septembre 98	4 359 578,98	73 931 484,17	16,9584
<b>Total achats</b>	<b>8 536 934,29</b>	<b>143 402 991,65</b>	<b>16,7940</b>

Le relèvement des taux d'intérêt sur les bons BRH s'est transmis à la chaîne aux taux du système, avec pour effet immédiat de rendre les dépôts en gourdes beaucoup plus attrayants que les dépôts en dollars. Ainsi par exemple, de moins de 2% en janvier 1998, les rendements réels des dépôts à terme en gourdes ont crû rapidement pour s'établir à environ 12% en septembre 1998. Par contre, le niveau maximum des taux sur les prêts en gourdes n'a subi aucune fluctuation significative sur l'ensemble de l'exercice, ce qui a induit de ce fait une réduction de la marge d'intermédiation financière, soit la différence entre le taux moyen d'intérêt du crédit et celui des dépôts en monnaie nationale.

<sup>5</sup> Il n'y a eu qu'une légère hausse d'un demi point de pourcentage du taux de réserves obligatoires, lequel est passé de 26% à 26,5%.

<sup>6</sup> Le Trésor Public a versé 222 millions de gourdes à la BRH au titre de paiements d'intérêt sur la dette interne.

Sur le marché bancaire, l'amélioration substantielle de la rémunération des bons BRH a causé la hausse du taux d'intérêt des prêts interbancaires qui est passé de 19,5% à 23,2% entre janvier et juillet 1998. Une telle situation a entraîné la détérioration de la position moyenne des banques qui a fluctué entre 104,9 MG<sup>7</sup> en février 1998 et 94,3 MG en juillet 1998, avec un creux de 49,1 MG en mai 1998. À la fin de l'exercice, cette position s'est améliorée et a atteint 113,5 MG.

L'orientation donnée par la Banque Centrale à la politique monétaire par le truchement des bons BRH a donné lieu à une absorption de liquidités bancaires pour un montant de 715 MG entre septembre 97 et septembre 98. Il convient de souligner que le paiement d'intérêts de 222 MG sur la dette interne par le Trésor public a favorisé l'utilisation des bons BRH comme moyen de gestion indirecte des liquidités de l'économie en permettant une fois de plus aux autorités monétaires de dégager les ressources qui ont permis la rémunération de ces instruments.

## II.2 Les résultats intermédiaires

La base monétaire a connu une croissance accentuée de l'ordre de 20% pour l'exercice. Cet accroissement est largement attribuable à l'expansion de 31,7% des réserves des banques dont les bons représentent 29,5% à eux seuls. Une augmentation de 4,8% de la monnaie fiduciaire a été constatée. La croissance de 14,7% de la masse monétaire au sens le plus large (M3) a représenté les trois quarts de celle de l'exercice antérieur, induisant une baisse d'environ 3% du multiplicateur de M3.

La croissance de la base monétaire reflète principalement la progression de 21,8% des réserves internationales de la BRH. Malgré les interventions de la BRH sur le marché des changes, les réserves nettes de change ont connu leur expansion la plus forte depuis 1994, grâce notamment au décaissement de 20 millions de dollars d'aide externe et à l'achat par la BRH de 9,9 millions de dollars ÉU<sup>8</sup> à des fins de reconstitution des réserves internationales.

La dollarisation de l'économie s'est amplifiée. La part relative des dépôts en dollars ÉU dans le total des dépôts du système bancaire a connu une hausse de 7,5% pour l'exercice, alors qu'une réduction en liaison avec l'appréciation de 5,5% de la gourde a été opérée au troisième trimestre.

Le crédit au secteur privé a maintenu sa croissance entamée depuis le début de l'exercice et a affiché une hausse de 34,2% en termes de part relative du crédit total. Les opérations de crédit en dollars ont ainsi augmenté de 57,1%, et celles en gourdes d'environ 6%.

## II.3 Les résultats finals

Le taux d'inflation s'est situé en dessous de la borne inférieure de la marge ciblée dans le programme-relais. Il est passé en glissement annuel de 16,7% en septembre 1997 à 8,3% en septembre 1998. Le ralentissement du rythme de progression des prix a donc cadré avec l'évolution des conditions monétaire et budgétaire.

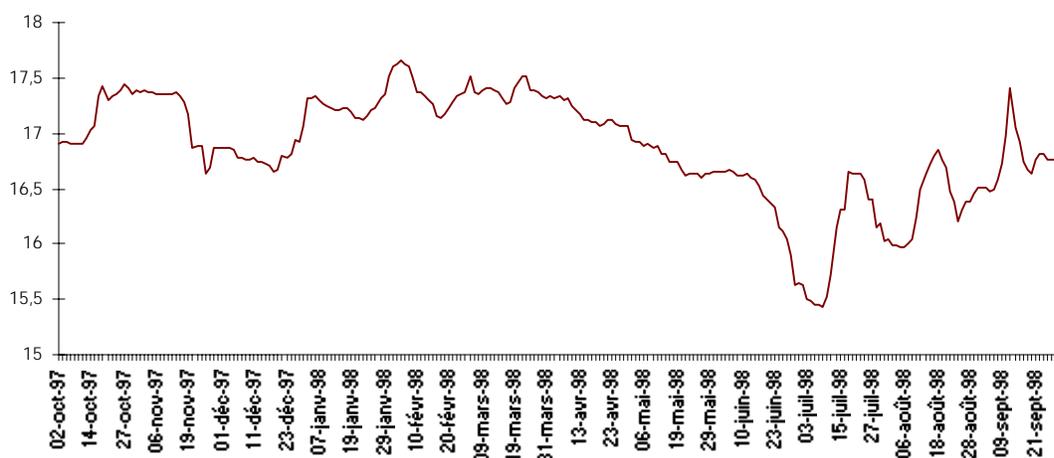
La valeur de la gourde est restée relativement stable par rapport au dollar américain. Le taux de référence de la BRH<sup>9</sup> est passé de 16,9496 gourdes pour un dollar au 30 septembre 1997 à 16,8475 au 30 septembre 1998, soit une appréciation de 0,6% de la gourde par rapport au dollar américain. Le taux de change a accusé trois mouvements distincts au cours de l'année. Entre octobre 1997 et février 1998, le taux de référence de la BRH est passé de 17,2022 à 17,4239 gourdes. Il s'est par la suite apprécié et s'est établi à 16,0629 gourdes au mois de juillet. Finalement, en août et septembre 1998, il s'est à nouveau déprécié pour atteindre 16,4145 et 16,7801 gourdes, respectivement.

<sup>7</sup> MG = millions de gourdes.

<sup>8</sup> Dollar ÉU = dollar des États-Unis.

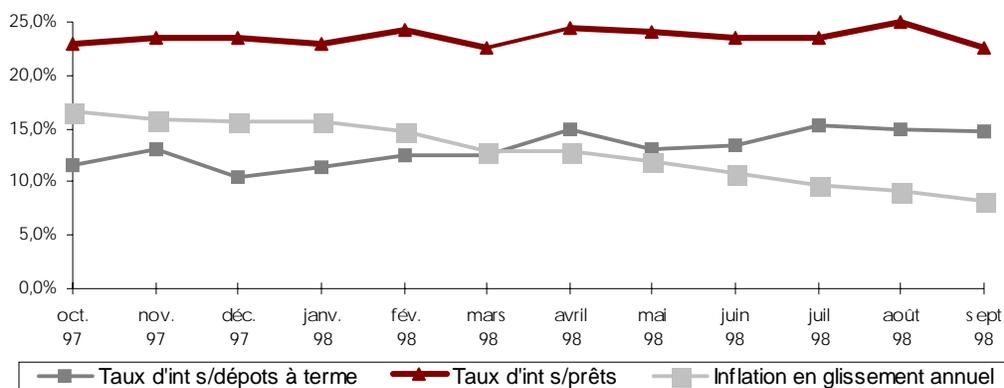
<sup>9</sup> Le taux de référence de la BRH est une moyenne pondérée des taux à l'achat pratiqués par les banques commerciales et un échantillon de trois des principales maisons de change de la place. Les pondérations sont de 0,6 pour les banques commerciales et 0,4 pour les maisons de change.

**Graphique 3 Évolution du taux de change (Gde / \$)**



Dans l'ensemble, mis à part les effets saisonniers, les mouvements observés au niveau du taux de change ont suivi les différents moments de la conduite de la politique monétaire: léger resserrement au premier trimestre, suivi d'un resserrement nettement plus accentué durant les second et troisième trimestres. L'exercice fiscal s'est achevé avec un certain relâchement des conditions monétaires marqué par une baisse sensible des taux servis sur les bons BRH durant le quatrième trimestre. Cette évolution traduisait un ajustement de la politique monétaire à l'évolution du cadre macroéconomique, caractérisée surtout par la décélération de l'inflation.

**Graphique 4 Évolution des taux d'intérêt sur le marché bancaire**



L'augmentation remarquable des taux servis sur les bons BRH, associée à la baisse graduelle du taux d'inflation tout au long de l'exercice, a occasionné des taux d'intérêt réels positifs rémunérateurs atteignant jusqu'à 15% environ. Il en est résulté un relèvement des taux d'intérêt offerts sur les dépôts en gourdes et en dollars dont l'évolution moyenne a été à la hausse pour l'exercice.

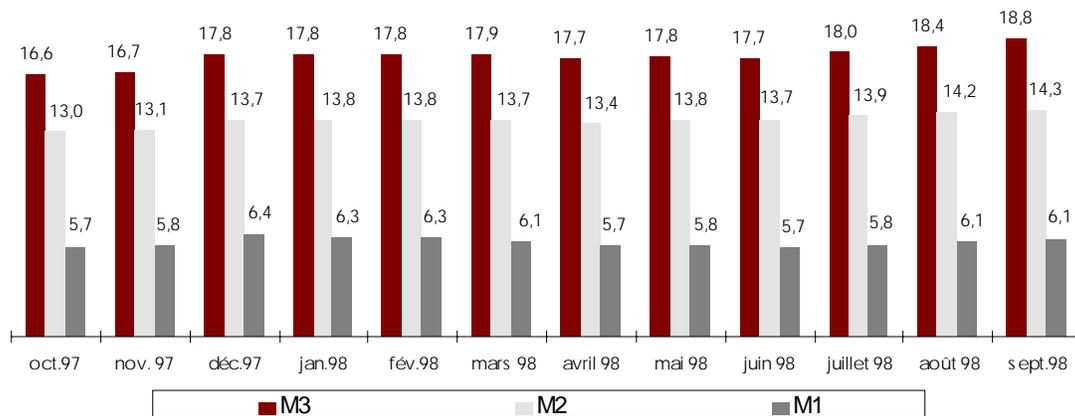
## II.4 Évolution des agrégats monétaires

Au cours de l'année fiscale, M1 a crû de 8,9% sous l'effet conjugué de la hausse de 4,8% de la monnaie fiduciaire et de celle de 15,1% des dépôts à vue. L'augmentation de la demande d'encaisses de transaction est aussi due dans une moindre mesure aux taux d'intérêt très compétitifs offerts sur certains comptes courants.

L'agrégat M2 a observé une croissance soutenue tout au long de l'exercice. Sa progression plus marquée de 11,9% pour l'exercice reflète l'expansion de 14% de la quasi-monnaie, avec une forte contribution des dépôts à terme lesquels ont augmenté de 37,5%, alors que l'accroissement des dépôts d'épargne n'a été que de 2,6%. L'augmentation relative des dépôts à terme par rapport aux dépôts d'épargne s'explique par la hausse de leur rémunération moyenne rendue possible par les rendements élevés des bons BRH.

Après avoir enregistré une baisse de 1,2% au troisième trimestre de l'exercice, l'agrégat M3 s'est sensiblement accru de 6,9%. Cette expansion s'est amplifiée pour l'exercice (15,1%), sous l'effet de la forte progression de 26,4% des dépôts en dollars ÉU et de la hausse d'environ 12% de M2.

**Graphique 5 Évolution des agrégats monétaires**  
(en milliards de gourdes)



## II.5 Les contreparties de M3 et le financement de l'économie

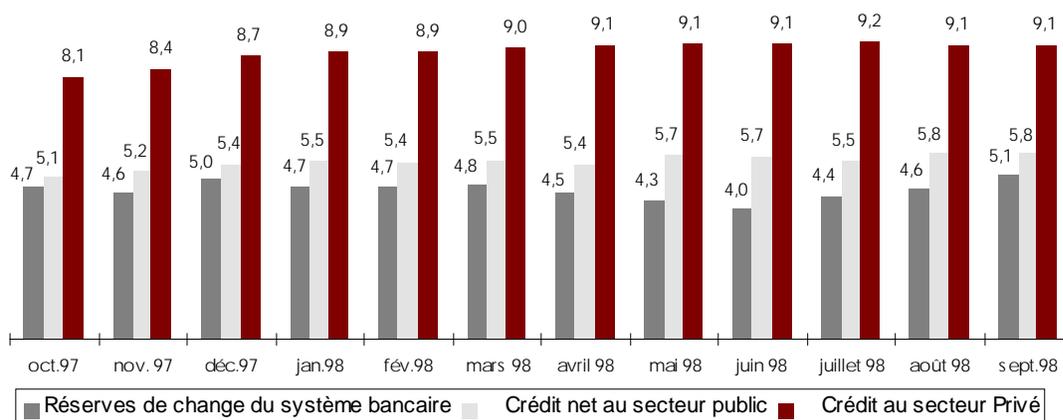
La croissance importante de M3 au cours de l'exercice (14,7%) est tributaire de l'augmentation des avoirs extérieurs nets, du crédit au secteur privé et du crédit au secteur public.

Le système bancaire a augmenté ses avoirs extérieurs nets exprimés en dollars ÉU de 12,7%. En gourdes, cette hausse est légèrement moindre: 12%. Les avoirs extérieurs nets de la BRH ont pour leur part crû de 19,3% et sont passés de 60,2% à 64,2% dans les avoirs du système bancaire.

L'évolution des avoirs extérieurs nets du système bancaire s'explique principalement par la réduction d'environ 8,9% de ses engagements extérieurs, étant donné l'augmentation de 5,6% de ses avoirs bruts. Alors que les engagements de la BRH ont diminué de 5,9%, ceux des banques commerciales ont subi une forte régression de 26,8%. De même, les avoirs extérieurs bruts de la BRH se sont accrus de 9,5%, tandis que ceux des banques commerciales ont été réduits de 2,9%.

Le crédit total au secteur privé a enregistré une hausse marquée de 15,9%. En gourdes, le crédit au secteur privé a augmenté de 5,9%, tandis qu'en dollars sa croissance a atteint 57,1%. Cette évolution contrastée du crédit au secteur privé, loin de s'expliquer par la baisse des taux sur les prêts en devises, leur niveau étant resté inchangé au cours de l'exercice, traduit plutôt l'influence exercée sur le choix des emprunteurs par le différentiel de coût entre les taux d'intérêt sur les prêts en gourdes et ceux sur les prêts en dollars. Ce différentiel, ajusté de façon à tenir compte de l'inflation et de la dépréciation du taux de change, est passé de 3,4 en octobre 1997 à 8,4 en octobre 1998, rendant ainsi les prêts en dollars préférables à ceux en gourdes.

**Graphique 6 Les contreparties de M3**  
(en milliards de gourdes)



Contrairement à l'année précédente, le crédit au secteur public a connu une hausse de 8,9%. Les engagements de l'État envers la BRH ont atteint 698,4 MG cette année. Comme par le passé, le crédit au secteur public se résume à celui de l'État central, les entreprises publiques et les collectivités territoriales ayant une position créditrice à la BRH.

### III. FINANCES PUBLIQUES

Au premier trimestre de l'exercice 1998, les recettes de l'État n'avaient que faiblement augmenté par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent: 4,33%. En même temps, les dépenses engagées par l'Administration centrale montraient une progression de près de 15,8%. Dans un contexte d'aide externe limitée (les dons étaient passés de 292 MG au premier trimestre de l'exercice 1997 à moins de 200 MG pour ce premier trimestre), la BRH avait assuré le relais, octroyant un crédit net de 386 millions de gourdes à l'Administration centrale. Ce besoin de financement en début d'exercice répondait à la nécessité d'effectuer de nouvelles dépenses d'investissement et d'augmenter les salaires des enseignants.

Dans l'optique d'un dénouement heureux de la crise politique et dans le but de poursuivre les efforts de stabilisation macroéconomique, un programme financier-relais a été mis en place par les autorités haïtiennes de concert avec le FMI durant le deuxième trimestre de l'exercice. Outre les objectifs de stabilisation macroéconomique, le programme visait aussi à faciliter le financement externe devant conduire à l'accomplissement de progrès additionnels dans le domaine des réformes structurelles.

Dans le cadre du programme financier, des appuis externes au budget de fonctionnement de l'ordre de 644,7 MG ont été décaissés en 1998. Ce financement a permis de réduire de manière significative le financement de la BRH à l'Administration centrale. Ainsi au dernier trimestre de l'exercice, la situation nette des comptes de l'État accusait un renforcement de plus de 115,1 MG portant le financement interne net à 439,6 MG contre un plafond de 635 MG prévu dans le programme.

D'un autre côté, la réforme de la Fonction publique a été entamée et la loi sur le départ volontaire et la retraite anticipée a été promulguée en mai 1998. La commission d'application de cette loi avait, à la fin de septembre, agréé plus de 5 286 demandes sur 7 000. À la fin de l'exercice, l'effectif de la Fonction publique avait été réduit de 3 376 employés.

Le système informatisé de gestion des douanes (SYDONIA) a été mis en place en janvier 1998, de même qu'un programme pilote de contrôle des dépenses sur comptes courants.

En résumé, sur le plan des finances publiques, l'exercice 1998 a été marqué par la reconduction du budget de l'exercice 1997, la mise en oeuvre de la réforme de la Fonction publique et la mise sur pied du programme financier avec l'appui du FMI. La réussite de ce dernier était conditionnée par le renforcement des organes de recouvrement de l'impôt, le contrôle de la masse salariale et la poursuite des réformes engagées en matière d'assainissement des comptes publics. En termes opérationnels, un protocole d'accord signé à la fin du mois de mars entre le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et la BRH remettait sur pied un système de synchronisation des dépenses avec les rentrées de ressources. Sur le plan macroéconomique, cette synchronisation a porté ses fruits. Le déficit budgétaire a évolué en-deça du seuil prévu dans le programme-relais avec des conséquences heureuses sur le taux d'inflation.

La masse salariale a été contenue dans les limites fixées par le programme économique. Cependant, les avances en comptes courants<sup>10</sup> ont fortement progressé (1,2 milliard de gourdes) en dépit d'une programmation restrictive des dépenses et des efforts déployés par les administrations fiscales.

### III.1 Recettes

Les recettes totales ont dépassé les prévisions mais elles demeurent faibles par rapport au PIB, soit une pression fiscale de 9,1%. Toutefois, il convient de rappeler que ces résultats ont été obtenus dans un contexte socio-politique dominé par l'incertitude des perspectives de solution à la crise politique aggravée par l'absence d'un Premier ministre.

En ce qui a trait aux recettes courantes, le niveau global minimum prévu dans le programme financier était établi à 5 017 MG. Les performances des administrations fiscales ont excédé les prévisions du programme, les recettes courantes totalisant 5 258,9 MG, soit un dépassement de près de 5% par rapport aux projections du programme financier.

Les meilleures performances ont été enregistrées au niveau des recettes internes. Elles ont augmenté de près de 13% par rapport à l'exercice 1997 et représentent 7% du PIB de 1998. Il convient de signaler que près de 35% des recettes internes ont été collectées par l'Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal (UGCF).

Les droits d'accises et la taxe sur le chiffre d'affaires (TCA) continuent de représenter les principales sources de recettes fiscales pour le Trésor public, rapportant respectivement 48 MG et 8,9 MG de plus que prévu. De même, les droits perçus sur les passeports émis par les autorités haïtiennes se sont élevés à 49 MG de plus par rapport aux prévisions.

Au cours de l'exercice 1998, le MEF a mis en place une cellule chargée d'assurer le suivi du dossier des arriérés d'impôts indirects au sein de la Direction de l'Inspection Fiscale. Cette initiative a permis à la Direction Générale des Impôts (DGI) de recouvrer 240 MG d'arriérés au titre des droits d'accises variables sur les produits pétroliers. Cet effort de recouvrement a fortement contribué à améliorer le rendement des droits d'accises entre mai et septembre. Pour la période indiquée, les droits d'accises variaient entre 21,9% et 41,4% des recettes totales de la DGI, alors que la moyenne annuelle de leur pourcentage est de 19,7%.

Les résultats ont été décevants pour l'impôt sur le revenu, les droits de douanes et les taxes perçues par les provinces. Ils ont accusé par rapport aux prévisions un manque à gagner de 118 MG, 47 MG et 111 MG, respectivement.

Les frais de vérification n'ont pas atteint les 500 millions escomptés, mais avec 46% des recettes douanières, ils se sont améliorés de 7 points de pourcentage par rapport à l'exercice antérieur.

<sup>10</sup> Celles-ci ne correspondent pas nécessairement à des dépenses exécutées.

### Réformes engagées au niveau de l'administration de l'impôt

En janvier 1998, le Système informatisé de gestion des douanes (SYDONIA) a été mis en application à la douane de Port-au-Prince. Il s'agit d'un système de collecte, de traitement et de communication des données. Ce système devait permettre à l'Administration Générale des Douanes (AGD) d'effectuer le traitement automatisé des données et de les communiquer à la DGI sur la base de la matricule fiscale. Les données relatives aux importateurs et aux pays d'origine des marchandises ont facilité les comparaisons et les rapprochements avec les informations de la DGI et du Ministère du Commerce et de l'Industrie. Il a donc permis à l'AGD de détecter et de réduire un certain nombre de fraudes qui échappaient à son contrôle.

Deux types de quitus fiscal ont été mis en place: un quitus pour les entreprises commerciales et industrielles et un quitus pour bénéficier des appels d'offre du gouvernement. Le système informatisé de gestion des douanes a été mis à contribution pour tester l'efficacité du certificat d'accomplissement fiscal ou quitus fiscal. Au moment de l'émission du quitus fiscal, l'AGD communique à la DGI les données qu'elle détient sur les importations. Le MEF a mis en place un mécanisme de surveillance pour identifier les arriérés de paiement des compagnies pétrolières. Les administrations fiscales et la BRH se sont entendues pour effectuer un examen complet du circuit des recettes fiscales.

### Réformes relatives au contrôle fiscal et douanier

Sous la supervision de la Direction de l'Inspection Fiscale, une commission interministérielle travaille sur un système de contrôle unique des exemptions industrielles et non industrielles mis au point par une circulaire du MEF en date du 4 août 1998. Les groupes techniques de travail ont été constitués entre le Ministère du Commerce et de l'Industrie (pour les exemptions industrielles et touristiques), le Ministère des Affaires Étrangères et des Cultes (pour les franchises diplomatiques et religieuses), le Ministère des Travaux Publics et le Ministère de la Planification (pour les ONG), l'Administration Générale des Douanes (pour l'application des franchises) et le Ministère de l'Économie et des Finances (pour l'informatisation).

Le champ des exonérations a été réduit depuis mars 1997. L'Administration centrale et les mairies ne sont plus exonérées des droits et taxes à l'importation. Les institutions à but non lucratif sont exonérées des droits et taxes à condition que les produits importés ne soient pas commercialisés. Les ONG et les institutions religieuses ne paient pas de droits de douanes, mais elles sont assujetties aux frais de vérification et à la contribution au Fonds de gestion et de développement des collectivités territoriales.

## III.2 Dépenses

Dans une conjoncture socio-politique et économique difficile, les autorités fiscales ont poursuivi les objectifs suivants: le contrôle des dépenses budgétaires, la réduction des effectifs de la Fonction publique et la réforme des procédures budgétaires et comptables.

Sur la base des engagements, les dépenses totales de l'exercice 1998 ont totalisé 6 071 MG (10,3% du PIB) contre un objectif programmé de 5 564 MG, soit un écart de 507 MG. Le programme prévoyait une diminution des dépenses en pourcentage du PIB de 9,1% en 1997 à 8,6% en 1998. Les dépenses de salaires et les dépenses d'investissement ont largement influencé la progression des dépenses totales. Elles comptent pour 46,3% et 19,5% des dépenses totales, respectivement. Les dépenses d'investissement ont dépassé les prévisions du programme de quelque 280 MG.

## Dépenses courantes

Les dépenses courantes ont sensiblement augmenté par rapport à l'exercice précédent, passant de 5 088,6 MG en 1997 à 5 512,1 MG en 1998, soit une progression de 8,3% qui correspond au taux d'inflation de fin d'exercice (en glissement annuel). Parmi les dépenses courantes, on compte principalement les dépenses de salaire, les paiements d'intérêt sur la dette publique et les subventions.

À quelque 2 825 MG, la masse salariale des fonctionnaires publics a été maintenue en deçà du montant de 2 828 MG prévu par le programme. Cette performance a eu lieu malgré l'engagement pris par le gouvernement d'augmenter les salaires des enseignants et de régulariser les cas des professeurs nommés mais non encore budgétisés. Durant le premier trimestre de l'exercice, une augmentation de 50% a été accordée aux enseignants et une augmentation de 30% aux inspecteurs et cadres administratifs du Ministère de l'Éducation Nationale. Le gouvernement a également procédé à la régularisation des cas d'enseignants nommés non budgétisés sur l'ensemble de l'exercice. En contre-pied, dans le cadre de la réforme administrative, 2 239 agents de la Fonction publique ont été rayés du payroll parce qu'ils bénéficiaient d'une rémunération irrégulière. Cela a permis au Trésor public de réaliser une économie mensuelle de 8,3 MG. De même, au second semestre de l'exercice, un millier de chèques faisant l'objet de multiples paiements ont été annulés. L'épuration totale du payroll de l'État devrait aboutir à une réduction de la masse salariale de l'ordre de 230,4 MG sur l'ensemble de l'exercice 1999.

### Réforme de la Fonction publique

L'assainissement des comptes publics a été aussi réalisé par le biais des réformes structurelles comme la réduction des effectifs de la Fonction publique et le réaménagement des procédures budgétaires et comptables.

La réduction des effectifs répondait à une double préoccupation du gouvernement: l'efficience et l'efficacité. Il fallait, d'une part, réaliser des économies budgétaires sur la masse salariale et, d'autre part, offrir aux fonctionnaires de nouvelles conditions de travail pour mieux atteindre les objectifs fixés.

Un total de 7 717 formulaires ont été reçus par la commission d'application de la loi sur le départ volontaire et la retraite anticipée. Le secteur économique est apparu comme le secteur le plus engagé dans cette réforme avec 54,8% des demandes. Le Ministère de l'Agriculture (1 482 formulaires), les administrations fiscales (929 formulaires) et le Ministère des Travaux Publics (646 formulaires) ont largement contribué à faire avancer la réforme. Ensuite vient le secteur socio-culturel avec 30% des demandes. L'essentiel des demandes produites par ce secteur provient du Ministère de la Santé Publique (1 682 formulaires, soit 70% du total). Enfin, les demandes du secteur politique ont été surtout produites par le Ministère de l'Intérieur (334 formulaires), le Ministère de la Coordination (327 formulaires) et le Ministère de la Justice (173 formulaires).

Sur un effectif total de 49 966 fonctionnaires, le secteur économique emploie 18% et le secteur politique 24,5%. Il est intéressant de noter que le Ministère de l'Éducation Nationale qui emploie 34,7% du total de la Fonction publique n'a produit que 158 formulaires dont 142 pour le départ volontaire. Le coût de la réforme était évalué à 210 MG. Au 30 septembre 1998, le comité de rationalisation des effectifs avait effectué des indemnisations pour un montant de 181,2 MG.

Le Trésor public a versé 222 MG à la BRH en paiements d'intérêt sur la dette interne. Un montant similaire a été versé dans le cadre de la dette externe. Les intérêts sur la dette interne ont dépassé de

54 MG ceux versés au cours de l'exercice antérieur et ont aidé à financer le programme des bons BRH. Par contre, 4 MG de moins avaient été versés pendant l'exercice passé au titre des intérêts sur la dette externe.

Les subventions se sont élevées à près de 480 MG au cours de l'exercice 1998, près du double des 260 MG enregistrés en 1997.

### Dépenses d'investissement

Un effort considérable a été réalisé cette année en matière d'investissement. Avec 1,2 milliard de gourdes, les dépenses d'investissement ont en effet absorbé environ un cinquième du budget. Elles ont servi prioritairement à améliorer les infrastructures routières, à l'acquisition de machineries et d'équipements et au réaménagement de bâtiments publics. Le Ministère de l'Éducation Nationale, le Ministère des Travaux Publics et le Ministère de la Justice ont été les principaux bénéficiaires de ces programmes. Au cours de l'exercice précédent, l'investissement à partir du budget de fonctionnement s'était élevé à 708,9 MG.

## III.3 Financement

Le financement du déficit s'est élevé à 662,6 MG, une nette accélération par rapport aux 298 MG de l'exercice antérieur. En termes nets, la plus grande partie du financement a été assurée à partir de ressources internes.

### Financement interne

Le financement du Trésor public par la BRH a atteint 617,7 MG en 1998. En 1997, le Trésor public avait remboursé 194 MG à la BRH. L'intégration de certains enseignants aux états d'émargement a occasionné l'accumulation de 491 MG en arriérés de salaire. Ces arriérés ont été payés au cours de l'exercice.

### Financement externe

Le financement externe est constitué essentiellement des dons reçus par le gouvernement en appui au budget de fonctionnement. Ces dons ont totalisé 644,7 MG contre 694 MG pour l'exercice antérieur. Les principaux bailleurs de fonds ont été la République de Chine (Taïwan) avec 289,5 MG, l'Union Européenne avec 187,7 MG, le Canada avec 152,5 MG et le Japon avec 15 MG. Les États-Unis ont fourni une assistance technique dans le cadre du programme de départ volontaire équivalant à 4,3 millions de dollars ÉU.

Le gouvernement a aussi amorti sa dette pour un montant de 421,7 millions de gourdes, ce qui ramène le financement externe net à 223 MG, approximativement la moitié du montant de l'exercice précédent.

## IV. BALANCE DES PAIEMENTS

En dépit d'une baisse sensible de l'aide externe (transferts publics et prêts), la balance des paiements<sup>11</sup> a enregistré un solde global positif de 34,47 millions de dollars ÉU attribuable principalement à la hausse marquée des flux financiers privés. Cette évolution a été à l'origine de l'accumulation de 29,1 millions de dollars de réserves brutes de change.

Le déficit des transactions courantes (incluant les dons) s'est aggravé de 29,4% pour s'élever à 77,1 millions de dollars ÉU.<sup>12</sup> La légère hausse des transferts courants n'a pas été suffisante pour

<sup>11</sup> Estimation provisoire.

<sup>12</sup> 2,2% du PIB contre 1,87% l'an dernier.

contrebalancer la détérioration du solde des biens et services; le solde des revenus des facteurs, tout en demeurant négatif, n'a que peu varié. Le déficit courant hors dons n'a baissé que de 0,52% passant de 252,2 millions de dollars (8% du PIB) en 1997 à 250,9 millions de dollars ÉU en 1998 (7,2% du PIB).

Le compte des opérations financières a affiché un solde positif de 157,8 millions de dollars ÉU. Cette performance est le résultat d'un afflux important de capitaux dans le secteur non bancaire, d'une augmentation sensible des flux d'investissements directs et d'une hausse marquée des autres avoirs et engagements.

**Tableau 2 Résumé de la Balance des Paiements**  
(en millions de dollars ÉU)

	1996	1997(P)	1998(P)
<b>A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-46,12</b>	<b>-59,60</b>	<b>-77,08</b>
Biens et services	-497,91	-494,62	-532,21
Crédit	329,32	363,84	462,02
Débit	-827,23	-858,46	-994,23
Biens	-328,72	-306,72	-341,37
Crédit	169,92	205,45	299,36
Débit	-498,64	-512,17	-640,73
Services	-169,19	-187,90	-190,84
Crédit	159,40	158,39	162,66
Débit	-328,59	-346,29	-353,5
Revenus	-10,73	-13,57	-11,65
Crédit			
Débit	-10,73	-13,57	-11,65
Transferts courants	462,52	448,59	466,78
Crédit	462,52	448,59	466,78
Débit	-		
<b>B. COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Crédit	-		
Débit	-		
<b>C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>78,24</b>	<b>60,49</b>	<b>157,82</b>
Investissements directs	4,10	4,00	10,76
Autres Investissements	74,14	56,49	147,06
Secteur des Administrations publiques (net)	67,85	36,90	43,02
Secteur bancaire (net)	-5,04	15,92	-1,72
Secteur non bancaire (net)	16,00	19,00	83,00
Autres avoirs et engagements (nets)	-4,67	-15,33	22,76
<b>D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	<b>-78,67</b>	<b>29,48</b>	<b>-46,27</b>
BALANCE GLOBALE (A+B+C+D)	-46,55	30,37	34,47
<b>E. FINANCEMENT</b>	<b>46,55</b>	<b>-30,37</b>	<b>-34,47</b>
Avoirs de réserve <b>1/</b>	48,57	-50,16	-29,10
Utilisation des crédits et prêts du FMI	-3,82	18,23	-5,32
Autres Engagements <b>2/</b>	-2,61	1,56	-0,05
Variation des Arriérés de paiement <b>3/</b>	4,41		
Rééchelonnement obtenu			

Source : Banque de la République d'Haïti (BRH)  
Banque des Règlements Internationaux (BRI)

(P) : Données provisoires

1/ Variation des avoirs de réserve bruts

Le signe ( - ) signifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation; ( - ) = remboursement

## IV.1 Les transactions courantes

### Balance commerciale

Le déficit de la balance commerciale, en hausse de 11,2%, a atteint 341,37 millions de dollars ÉU en 1998 à cause de la progression de 25,1% des importations de biens, mouvement que l'accroissement de 45,7% des exportations n'a pas su contenir, vu le faible taux de couverture des importations par les exportations (46,5%)<sup>13</sup>. Dans un contexte de ralentissement du crédit au secteur privé durant l'exercice, la forte croissance des importations reflète l'augmentation des dépenses d'investissement du secteur public et surtout le caractère incompressible de la demande de certaines catégories de produits (produits alimentaires et pétroliers, par exemple).

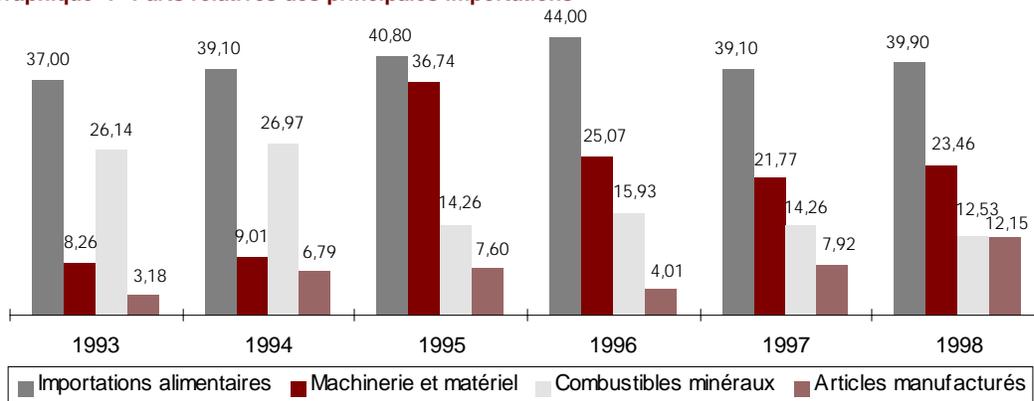
Les exportations ont, quant à elles, été influencées principalement par la performance soutenue des industries de sous-traitance. Cette branche du secteur manufacturier, qui est orientée vers le marché américain, a été stimulée par la croissance réelle de 3,85% du PIB des États-Unis.

### Importations

Les principales composantes des importations de marchandises ont toutes évolué à la hausse. Les augmentations les plus importantes ont été observées au niveau de la catégorie des "articles manufacturés" (49,3%), des "machines et matériel de transport" (27,4%), des "produits alimentaires" (18%) et des combustibles minéraux (7,9%). Ces évolutions s'expliquent par la croissance marquée du secteur d'assemblage, l'importance accrue des dépenses d'investissement du secteur public, la pression démographique (la production domestique des denrées agricoles ayant été insuffisante pour satisfaire la demande) et les besoins énergétiques aigus.

Les produits alimentaires ont continué d'occuper la part la plus importante dans le panier des importations (26,8%). Ils ont été suivis par les articles manufacturés (19,2%), les machines et matériel de transport (16,1%) et les combustibles minéraux (9,2%).

**Graphique 7 Parts relatives des principales importations**



### Exportations

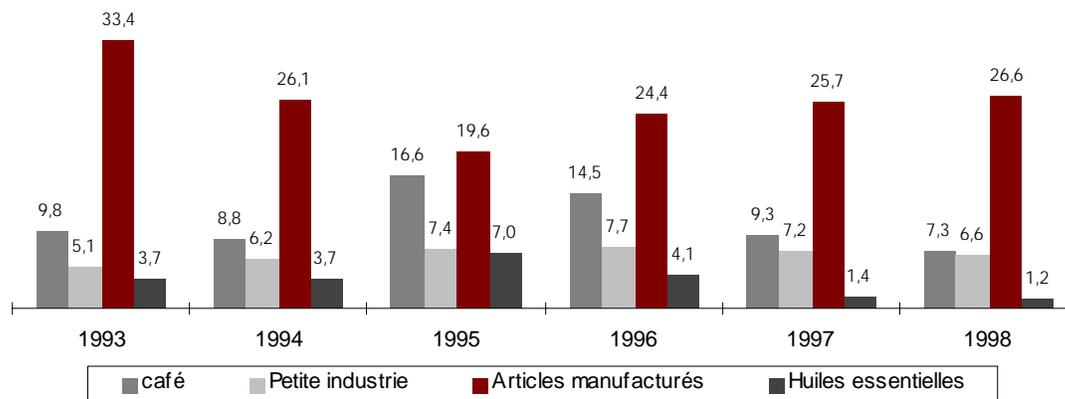
Les exportations de biens ont fortement augmenté, passant de 205,4 à 299,3 millions de dollars ÉU. Cet accroissement est imputable principalement à une expansion très marquée de la branche "articles manufacturés" (industrie de sous-traitance principalement) qui a crû de 51% et, dans une moindre mesure, à la croissance notable de la petite industrie (33%) vouée à la promotion du commerce de produits manufacturés artisanaux. Ces deux postes à eux seuls regroupent 59,2% de l'ensemble des exportations.

<sup>13</sup> Le taux de couverture est défini comme le rapport des exportations en valeur sur les importations en valeur.

Les exportations de café ont progressé de 14,1% pour s'établir à 21,8 millions de dollars ÉU. N'était-ce la chute du cours mondial du café durant l'exercice, les recettes d'exportations de cette denrée auraient été beaucoup plus substantielles. La contribution du café dans les exportations totales du pays ne cesse de décliner. En 1998, le café n'a compté que pour 7,3% de celles-ci contre 9,3% l'année précédente. Les exportations de cacao, par contre, ayant bénéficié d'une hausse de leur prix mondial, ont augmenté de 74,4% pour totaliser 7,5 millions de dollars ÉU, soit 2,5% des exportations totales. Tout comme le café, cette denrée traditionnelle d'exportation est en perte de vitesse depuis deux décennies pour des raisons diverses (rapport des prix relatifs évoluant en faveur des denrées vivrières, notamment).

Quant aux exportations de mangues, elles ont accusé un recul de 17,4% par rapport à 1997 et ont généré 5,8 millions de dollars ÉU. Les autres produits primaires (mangues non comprises) ont suivi la même tendance avec un repli de 40,6%.

**Graphique 8 Parts relatives des principales exportations**



### Les transferts courants

Le solde des transferts courants a connu une hausse de 4,1% et s'est chiffré à 466,8 millions de dollars ÉU. Cette augmentation provient essentiellement de l'afflux important des transferts privés qui ont crû de 14% pour totaliser 292,99 millions de dollars ÉU. Ces transferts, qui représentent les envois de fonds des Haïtiens vivant à l'étranger (aux États Unis principalement), ont été stimulés par l'expansion de l'économie américaine.

Les transferts publics sous forme de dons officiels ont connu une baisse de 9,8% et sont passés de 192,59 millions de dollars ÉU en 1997 à 173,79 millions de dollars ÉU en 1998. Le fait que, durant l'exercice fiscal, le pays a évolué sans chef de gouvernement a été un obstacle majeur au décaissement de l'assistance externe.

## IV.2 Mouvements de capitaux

### Les opérations financières

Le solde des opérations financières est passé de 60,49 à 157,82 millions de dollars ÉU. Cette progression significative est attribuable aux augmentations de 64 millions de dollars ÉU des rentrées nettes du secteur non bancaire, de 38 millions de dollars ÉU des autres avoirs et engagements et de 6,8 millions de dollar ÉU des investissements directs.

Les afflux de capitaux du secteur non bancaire résultent essentiellement d'une augmentation d'engagements (crédits reçus de banques commerciales à l'étranger) qui a été plus forte que la diminution d'actifs (dépôts dans des banques à l'étranger). Ces mouvements, en partie orientés vers le financement d'importations de biens et services, ont contribué à alimenter la croissance de 27% des dépôts en dollars du système bancaire haïtien.

Les flux de capitaux publics nets engagés dans le pays au titre de la dette publique externe ont régressé au cours de l'exercice 1998, passant de 55,13 à 37,7 millions de dollars ÉU. Cette contraction est en grande partie imputable à la situation de crise politique vieille de 17 mois qui a affecté la capacité du pays à mobiliser de nouvelles ressources auprès des principaux bailleurs de fonds.

Le profil annuel des autres avoirs et engagements a, contrairement aux exercices précédents, exhibé un solde net positif traduisant une diminution relativement importante des créances nettes<sup>14</sup> sur l'extérieur. Cette baisse relève en grande partie de la récupération par la Téléco d'une partie de ses créances vis-à-vis des correspondants étrangers, au titre de revenus gagnés sur les appels téléphoniques internationaux.

### Les investissements directs

Après la reprise amorcée en 1995, les flux d'investissements directs ont baissé en 1996 et en 1997 pour remonter à 10,76 millions de dollars ÉU en 1998, montant représentant près de 12,7% du solde du compte des opérations financières. Ces flux ont plus que doublé par rapport aux deux années fiscales précédentes. Ils ont, pour l'essentiel, résulté de l'acquisition de la Minoterie d'Haïti par le consortium Continental Grain Co Seaboard Corp - Unifinance dont la composante étrangère a injecté un peu plus de 6 millions de dollars ÉU et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des investissements réalisés dans les industries de sous-traitance et par des compagnies pétrolières.

Il est à noter que, dans le cadre du programme de modernisation des entreprises publiques conduit par le Conseil de Modernisation des Entreprises Publiques (CMEP), les investissements directs auraient pu être plus importants si l'impasse politique n'avait entretenu des difficultés d'ordre légal gênant la poursuite et la finalisation des négociations pour la cimenterie. La situation politique prédominante et les incertitudes qui en ont résulté n'ont pas contribué à créer un climat propice à la poursuite du programme de modernisation.

### IV.3 Les avoirs de réserves

Sous l'effet de l'augmentation de la balance globale qui est passée de 30,37 millions à 34,47 millions de dollars ÉU en 1998, le financement de la balance des paiements s'est soldé par une accumulation de 29,1 millions de dollars ÉU des réserves officielles brutes.

<sup>14</sup> Une diminution de créances sur l'extérieur correspond à une entrée de capitaux.

